

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 95 — 586

[C — 29047]

22 DECEMBRE 1994. — Décret portant diverses mesures en matière d'audiovisuel et d'enseignement (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions relatives à l'audiovisuel

Article 1^{er}. Le Centre du cinéma et de l'audiovisuel constitue un service de l'Etat à gestion séparée au sens de l'article 140 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991. Ce service est placé sous l'autorité directe du ministre qui a l'audiovisuel dans ses compétences.

Art. 2. Le Centre du cinéma et de l'audiovisuel exerce les compétences, dans le domaine de l'audiovisuel, dans les matières suivantes :

1. l'aide et la promotion des œuvres audiovisuelles de la Communauté française;
2. la délivrance des subventions à la diffusion et l'octroi de primes à la qualité des œuvres audiovisuelles;
3. l'agrément et l'octroi de subventions aux ateliers de production et aux ateliers d'accueil en matière d'œuvres audiovisuelles;
4. l'encouragement à la coproduction d'œuvres audiovisuelles entre producteurs indépendants et, d'une part, la RTBF et, d'autre part, RTL-TVI;
5. la réalisation de toutes autres missions qui lui seraient confiées par le Gouvernement en matière d'audiovisuel, notamment la négociation et l'exécution des conventions avec les organismes de radiodiffusion et des accords de coopération en matière audiovisuelle.

Il assure également le secrétariat des commissions et conseils consultatifs en matière audiovisuelle de sa compétence en particulier le secrétariat de la Commission de sélection des films.

Art. 3. Le Gouvernement met à la disposition du Centre du cinéma et de l'audiovisuel le personnel de la direction générale de la Culture et de la communication affecté à la gestion des matières visées à l'article 2, chargé de l'audiovisuel et de la communication ainsi que les moyens matériels nécessaires à la réalisation des tâches visées à l'article 2.

Art. 4. 1. Le Centre du cinéma et de l'audiovisuel dispose des ressources suivantes :

- la dotation annuelle de la Communauté française;
- les libéralités faites en sa faveur;
- les recettes liées à son action.

2. Le Centre du cinéma et de l'audiovisuel assume toutes les obligations qui étaient jusqu'ici à charge du Fonds de création cinématographique et audiovisuelle.

Les recettes extérieures alimentant précédemment le Fonds de création cinématographique et audiovisuelle sont versées au Centre du cinéma et de l'audiovisuel.

Le solde au 31 décembre 1994 du Fonds de création cinématographique et audiovisuelle est également versé au Centre du cinéma et de l'audiovisuel.

Art. 5. Il est créé un organe de concertation au sein du Centre du cinéma et de l'audiovisuel, composé des représentants des milieux professionnels intéressés.

Le Gouvernement de la Communauté française fixera la composition, le fonctionnement et la compétence d'avis du Comité sur proposition des organisations professionnelles reconnues.

CHAPITRE II. — Dispositions relatives à l'Enseignement

Art. 6. Par dérogation aux dispositions de la loi du 1^{er} avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, modifiée par l'arrêté royal n° 467 du 1^{er} octobre 1986, la Communauté française n'organisera aucun nouveau centre psycho-médico-social à partir du 1^{er} janvier 1995 jusqu'au terme de l'année scolaire 1996-1997.

Est considéré comme nouveau, tout centre psycho-médico-social qui n'a pas fonctionné pendant l'exercice 1993-1994 ou tout centre dont la création n'a pas été autorisée avant le 1^{er} septembre 1994.

Les nouveaux centres psycho-médico-sociaux et les centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial qui seraient ouverts entre le 1^{er} janvier 1995 et le 30 juin 1997, en infraction à la présente disposition, par un autre pouvoir organisateur que la Communauté française, ne pourront être admis au bénéfice des subventions.

Art. 7. Au décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° à l'article 5, § 4, 4, les mots « 1994 » sont remplacés par les mots « 1995 »;
- 2° à l'article 8, § 3, b), les mots « 1994 » sont remplacés par les mots « 1995 »;
- 3° à l'article 11, § 4, alinéa 1^{er}, modifié par le décret du 5 juillet 1993, les mots « et 1994 » sont deux fois remplacés par les mots « 1994 et 1995 ».

Art. 8. Par dérogation à l'article 32, § 3, de la loi du 29 mai 1959, modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, le montant des subventions de fonctionnement accordé par élève régulier, hors enseignement universitaire, est fixé pour l'année scolaire 1994-1995 au montant accordé pour l'année scolaire 1993-1994, tel qu'il a été établi sur base de l'article 6 du décret programme du 27 décembre 1993, augmenté de 1,44 p.c.

(1) *Session 1994-1995 :*

Documents du Conseil. — Nos 191, n° 1 : projet de décret; n° 2 : rapport.

Comptes rendus intégraux. — Discussion : séances des 13 et 14 décembre 1994. — Adoption : séance du 14 décembre 1994.

Par dérogation à l'article 52, c) et d), de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux, le montant des subventions est fixé pour l'année scolaire 1994-1995 au montant accordé pour l'année scolaire 1993-1994, tel qu'il a été établi sur base de l'article 6 du décret du 27 décembre 1993 augmenté de 1,44 p.c.

Les crédits de fonctionnement des écoles et des institutions d'enseignement de la Communauté française autres qu'universitaires sont augmentés de 1,44 p.c.

Le nombre de 1,44 p.c. prévu aux alinéas 1 et 3 est porté à 2 p.c. pour l'enseignement préscolaire et primaire.

Art. 9. Pour l'année budgétaire 1995, l'allocation annuelle de fonctionnement attribuée à chaque institution universitaire est, par orientation d'étude, égale à 97,57 p.c. des montants résultant de l'application des articles 30, 32 bis et 34, alinéa 3, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.

Art. 10. Le coût forfaitaire par étudiant dans les orientations d'études mentionnées par la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires est fixé pour 1995, au coût forfaitaire de 1994 augmenté de :

— 2,67 p.c. pour la partie du coût forfaitaire relative au personnel enseignant et scientifique ainsi qu'au personnel administratif et technique;

— 1,44 p.c. pour la partie du coût forfaitaire relative aux autres frais de fonctionnement.

CHAPITRE III — Dispositions générales

Art. 11. Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 1995 à l'exception de l'article 6 qui entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 1994.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française
chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,

E. TOMAS

Le Ministre de l'Éducation et de l'Audiovisuel,

Ph. MAHOUX

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 95 — 586

[C — 29047]

22 DECEMBER 1994

Decreet houdende verschillende maatregelen in verband met de audiovisuele sector en het onderwijs (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Bepalingen betreffende de audiovisuele sector

Artikel 1. Het « Centre du cinéma et de l'audiovisuel » (Centrum voor de film en de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap) is een Staatsdienst met afzonderlijk beheer, in de zin van artikel 140 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991. Deze dienst staat onder het rechtstreeks gezag van de minister tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort.

Art. 2. Het Centrum voor de film en de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap oefent, op het gebied van de audiovisuele sector, de bevoegdheden uit in de volgende aangelegenheden :

1. de hulpverlening en de bevordering van de audiovisuele werken van de Franse Gemeenschap;
2. de veriening van toelagen voor de spreiding en de toekenning van kwaliteitspremies voor de audiovisuele werken;
3. de erkenning en de toekenning van toelagen aan de produktieateliers en gastateliers inzake audiovisuele werken;
4. de bevordering van de coproductie van audiovisuele werken tussen zelfstandige producteurs en enerzijds de « RTBF » en anderzijds « RTL-TVI »;
5. de vervulling van alle andere opdrachten die hem zouden toegewezen worden door de Regering wat de audiovisuele sector betreft, inzonderheid de onderhandeling en de uitvoering van de overeenkomsten met de radio-omroepinstellingen en de samenwerkingsakkoorden op het gebied van de audiovisuele sector.

Het Centrum neemt eveneens het secretariaat waar van de raadgevende commissies en raad inzake audiovisuele sector die tot zijn bevoegdheid behoren, inzonderheid het secretariaat voor de Selectiecommissie voor de films.

Art. 3. De Regering stelt ter beschikking van het Centrum voor de film en de audiovisuele sector het personeel van de algemene directie voor Cultuur en Communicatie dat aangewezen is voor het beheer van de bij artikel 2 bedoelde aangelegenheden en belast is met de audiovisuele sector en de communicatie alsook de materiële middelen die nodig zijn voor het vervullen van de in artikel 2 bedoelde taken.

(1) Zitting 1994-1995 :

Stukken van de Raad. — Nrs. 192, nr. 1 : ontwerp van decreet; nr. 2 : verslag.

Integrale verslagen. — Bespreking : vergaderingen van 13 en 14 december 1994. — Aanneming : vergadering van 14 december 1994.

Art. 4. 1. Het Centrum voor de film en de audiovisuele sector beschikt over de volgende middelen :

- de jaarlijkse dotatie van de Franse Gemeenschap;
- de giften in zijn voordeel;
- de inkomsten voortvloeiend uit zijn activiteiten.

2. Het Centrum voor de film en de audiovisuele sector neemt te zijnen laste al de verplichtingen die tot nu toe ten laste vielen van het « Fonds de création cinématographique et audiovisuelle ».

De externe inkomsten die voorheen het « Fonds de création cinématographique et audiovisuelle » stiftten, worden aan het Centrum voor de film en de audiovisuele sector gestort.

Het saldo op 31 december 1994 van het « Fonds de création cinématographique et audiovisuelle » wordt eveneens aan het Centrum voor de film en de audiovisuele sector gestort.

Art. 5. Er wordt binnen het Centrum voor de film en de audiovisuele sector een overlegorgaan opgericht samengesteld uit de vertegenwoordigers van de betrokken beroepskringen.

De Regering van de Franse Gemeenschap zal de samenstelling, de werking en de raadgevende bevoegdheid van het Comité bepalen op de voordracht van de erkende beroepsorganisaties.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen inzake onderwijs*

Art. 6. In afwijking van de bepalingen van de wet van 1 april 1960 betreffende de PMS-Centra, gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 467 van 1 oktober 1986 zal de Franse Gemeenschap van 1 januari 1995 tot het einde van het schooljaar 1996-1997 geen nieuw PMS-centrum organiseren.

Nieuw is een PMS-centrum dat in het dienstjaar 1993-1994 niet gewerkt heeft of waarvan de oprichting vóór 1 september 1994 niet toegelaten werd.

De nieuwe PMS-centra en de nieuwe PMS-centra voor het buitengewoon onderwijs die tussen 1 januari 1995 en 30 juni 1997 zouden geopend worden, in strijd met deze bepaling, door een andere inrichtende macht, kunnen niet in de toelageregeling opgenomen worden.

Art. 7. In het decreet van 5 februari 1992 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs, door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd, wordt :

- 1° in artikel 5, § 4, 4, en art. 8, § 3, b, « 1994 » vervangen door « 1995 »;
- 2° in artikel 24, 2e lid, « en 1994 » tweemaal vervangen door « 1994 en 1995 ».

Art. 8. In afwijking van artikel 32, § 3, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving wordt het bedrag van de werkingstoelagen per regelmatig leerling voor het schooljaar 1994-1995 vastgesteld op het bedrag, toegekend voor het schooljaar 1993-1994, op grond van artikel 6 van het programmadecreet van 27 december 1993, en verhoogd met 1,44 %.

In afwijking van artikel 52, c en d, van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psychomedisch-sociale centra, wordt het bedrag van de toelagen voor het schooljaar 1994-1995 vastgesteld op het bedrag, toegekend voor het schooljaar 1993-1994, op grond van artikel 6 van voormeld programmadecreet, en verhoogd met 1,44 %.

De werkingskredieten voor niet-universitaire scholen en onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschap worden met 1,44 % verhoogd.

Het cijfer 1,44 % bepaald in de leden 1 en 3 wordt tot 2 % opgevoerd voor het voorschools en lager onderwijs.

Art. 9. Voor het begrotingsjaar 1995, is de aan elke universitaire instelling toegekende jaarlijkse werkings-toelage, voor elke studierichting, gelijk aan 97,57 % van de bedragen voortvloeiend uit de toepassing van de artikelen 30, 32bis en 34, lid 3, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen.

Art. 10. De forfaitaire kostprijs per student voor de studierichtingen vermeld in de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, wordt, voor 1995, vastgesteld op de forfaitaire kostprijs voor 1994, verhoogd met :

- 2,67 % voor het deel van de forfaitaire kostprijs met betrekking tot het onderwijzend en wetenschappelijk personeel alsook het administratief en technisch personeel;
- 1,44 % voor het deel van de forfaitaire kostprijs met betrekking tot de andere werkingskosten.

HOOFDSTUK III. — *Algemene bepalingen*

Art. 11. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1995, met uitzondering van artikel 6 dat op de datum van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 december 1994.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Ambtenarenzaken, Kinderwelzijn en Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,
Hulpverlening aan de Jeugd en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en de Audiovisuele sector,
P. MAHOUX